

Compte Rendu de la Journée d'échanges à l'AFD - Jeudi 27 mai 2010 -

Séquence débat : « métiers et modes d'intervention »

Animateur : Lionel Goujon (AFD)

Intervenants : Mme Jocelyne Durany, sociologue indépendant ; M. Olivier Gilbert délégué aux innovations sociales chez Veolia Eau et M. Laurent Chabert d'Hieres, directeur général de l'ONG Eau Vive.

Même si les aspects techniques ont longtemps été la priorité dans les projets d'eau et d'assainissement, les acteurs de ces projets ont désormais pris conscience que le volet social conditionnait fortement leur réussite. Mais comment cela se traduit-il « sur le terrain » ? Existe-t-il, selon le « profil » des acteurs, des différences fondamentales dans leur approche sociale ? Ou au contraire, leurs actions sont-elles complémentaires ?



Mme Jocelyne Durany, M. Laurent Chabert d'Hières et M. Olivier Gilbert ont confronté leurs approches sociales pour expliquer comment, dans leurs secteurs respectifs, ils adaptent les services aux clients à faibles revenus et étendent au plus grand nombre l'accès à une eau et à un assainissement de qualité.

Les échanges avec la salle ont permis d'établir le constat que les différentes conceptions des enjeux et des objectifs des mesures d'accompagnement des acteurs (bailleurs, ONG et groupes privés) tendent aujourd'hui à se rapprocher. L'idée est désormais communément portée – quoique de manière différente – que l'équilibre économique du secteur de l'eau doit être trouvé mais qu'il n'implique pas forcément le principe « l'eau finance l'eau ». Des mécanismes de solidarité intra sectorielle ou intersectorielle sont développés afin de mettre en place des solutions pro-pauvres. Par ailleurs la nécessaire implication de l'ensemble des acteurs ainsi que l'importance prépondérante de l'implication des autorités locales sont des principes de base des interventions des trois types d'acteurs du développement.

Retrouvez le compte rendu détaillé de cette séquence en ANNEXE 1.

Séquence débat : « speednetworking »

Animatrice principale : Myriam Launay

Animateurs de groupes : Myriam Launay et Julien Gabert



Cette séquence, désormais spécialité des événements organisés par Projection, a une fois de plus, eu beaucoup de succès!

Métiers, profils, et secteurs divers et variés ont « réseauté » avant le déjeuner où les discussions se sont poursuivies...



Séquence brainstorming: "Les grands travaux de Projection 2010-2011"

Animateur principal: Jean-Hugues Hermant-Lagrange

Animatrices de groupes : Alicia Tsitsikalis, Laetitia Martinet, Solenne de Gromard

Projection en 2010, c'est 150 membres, 5 parrains et une dizaine d'organisations partenaires. De ces profils, ces métiers, ces rencontres, ces échanges, ces idées, sont nés des projets d'une grande richesse et variété.

A l'horizon 2012, 3 grands chantiers issus des réflexions du réseau seront mis en place.

- Tout d'abord, il s'agit de l'ouverture au secteur de l'énergie dont nous étudions actuellement la faisabilité.

- Ensuite du projet « Sani Tsapta » (« savoir de l'assainissement » en langue Haoussa) dont l'idée a germé lors de l'atelier international de 2009 à Niamey et qui vise la mise en réseau des acteurs de l'assainissement en Afrique de l'ouest et la création d'une offre de formations complète en assainissement liquide au Niger.

- Enfin, le troisième chantier est l'organisation du Forum *DEFIS SUD* (Développement et Emploi, le Forum International des Services essentiels au SUD), premier forum dédié aux services essentiels dans les pays du Sud.



C'est sur ce dernier projet que les participants ont réfléchi en groupes sectoriels (eau, assainissement, déchets). Leur objectif : exprimer leurs attentes d'un forum des métiers en tant que jeune professionnel. De nombreuses réflexions ont été lancées sur la meilleure manière d'organiser l'espace forum afin de rendre lisible leur secteur et susciter des vocations. Nous avons d'ailleurs pu identifier la difficulté à rendre attractif et donc lisible, le secteur des déchets. Par ailleurs, les participants ont également proposé des thématiques de débats et des formes originales dans l'objectif renouvelé de Projection d'être « pertinent en toute impertinence »...

Travail sur l'identification pour attirer, jeux de rôles pour comprendre, autodérision pour déconstruire les idées reçues, « top ten » des projets qui ont échoué pour marquer les esprits... ces réflexions sont toujours en cours !

Retrouvez le compte rendu détaillé, avec la retranscription des travaux de chacun des trois groupes en ANNEXE 2.

Séquence « Info ou intox ? »

Animateur : Denis Desille (pS-Eau)

Intervenants : M. Maurice Bernard, Responsable de la Division Eau et Assainissement de l'AFD et M. Gérard Bertolini, économiste, directeur de recherches au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et spécialiste en rudologie (science des déchets).



Les jeunes professionnels de Projection avaient, en amont de la rencontre, proposé une série d'affirmations impertinentes et un peu « provoc' » sur le thème des services essentiels dans les PED. Ces questions ont été posées à Messieurs Bertolini et Bernard, deux experts seniors sans langue de bois. L'exercice consistait à leur présenter les affirmations, auxquelles ils devaient réagir en montrant soit leur carton vert, ce qui signifiait qu'ils allaient dans le sens de l'affirmation énoncée (info), soit leur carton rouge, ce qui signifiait que selon eux, l'affirmation était une intox !

Le public, lui aussi avec son carton rouge et son carton vert, donnait à son tour son avis. L'animateur demandait ensuite aux seniors d'argumenter et de développer leur opinion, sur laquelle le public pouvait réagir...

Morceaux choisis:



« L'exportation des déchets des pays du Nord vers le Sud est une formidable aide au développement pour les pays du Sud » : INFO OU INTOX?

Pour Gérard Bertolini économiste, directeur de recherches au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et spécialiste en rudologie (science des déchets) c'est une « info » pour les déchets à valoriser (comme par exemple le démantèlement naval en Inde) mais une « intox » pour les déchets ultimes et dangereux comme les déchets nucléaires.

« Les petits entrepreneurs locaux et le secteur informel sont indispensables pour relever le défi des services essentiels » : INFO OU INTOX?

Pour Maurice Bernard, Responsable de la Division Eau et Assainissement de l'AFD c'est une « intox » : c'est très tendance de le croire mais cela nous empêche de voir que c'est avant tout un signe de défaillance du service public.



Retrouvez le compte rendu détaillé, avec l'ensemble des échanges et des débats en ANNEXE 3.

ANNEXE 1

Séquence débat : « métiers et modes d'intervention »

Animateur : Lionel Goujon (AFD)

Intervenants : Mme Jocelyne Durany, sociologue indépendant ; M. Olivier Gilbert délégué aux innovations sociales chez Veolia Eau et M. Laurent Chabert d'Hières, directeur général de l'ONG Eau Vive.

Introduction

Même si les aspects techniques ont longtemps été la priorité dans les projets d'eau et d'assainissement, les acteurs de ces projets ont désormais pris conscience que le volet social conditionnait fortement leur réussite. Mais comment cela se traduit-il « sur le terrain » ? Existe-t-il, selon le « profil » des acteurs, des différences fondamentales dans leur approche sociale ? Ou au contraire, leurs actions sont-elles complémentaires ?

Mme Jocelyne Durany, M. Laurent Chabert d'Hières et M. Olivier Gilbert ont confronté leurs approches sociales pour expliquer comment, dans leurs secteurs respectifs, ils adaptent les services aux clients à faibles revenus et étendent au plus grand nombre l'accès à une eau et à un assainissement de qualité.



Jocelyne Durany est sociologue indépendante depuis les années 70.

Elle a participé à de nombreux projets d'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement financés par des bailleurs. Son constat est que la conception des mesures d'accompagnement et de leur place dans la mise en œuvre d'un projet a énormément changé au cours des dernières décennies. Alors qu'il était question avant « d'organiser les populations » ou encore de « faire accepter les choix techniques aux populations » le volet dit « social » s'est étoffé de nombreuses composantes pour devenir « des mesures d'accompagnement » complètes. Il s'agit aujourd'hui d'un tout qui recouvre aussi bien l'appui à la maîtrise d'ouvrage, le renforcement des capacités de tous les acteurs concernés par le projet aussi bien que la promotion des comportements adaptés. L'objectif global est alors de mettre en place un service adapté aux besoins et techniquement, économiquement et socialement pérenne. Dans le même temps les équipes techniques des projets se sont rapprochées des équipes de socio-économistes contribuant ainsi à une meilleure participation des acteurs dès l'amont du projet, lors des études de faisabilité. Selon Mme Durany, le changement de contexte institutionnel, avec notamment la décentralisation, a constitué un des éléments déclencheurs de ces changements d'approche.



Olivier Gilbert est Délégué aux innovations sociales chez Veolia Eau. Il a expliqué que dans les cas de délégation du service de l'eau ou de l'électricité à un opérateur privé, les autorités publiques – villes ou Etats – fixent comme objectif contractuel la desserte en eau ou en électricité des quartiers défavorisés des centres ou des espaces ruraux alentours. Dans ce sens l'engagement politique des pays pour l'accès aux

services essentiels des populations pauvres est un facteur déterminant. Les groupes comme Veolia font appel à des expertises internes ou externes pour prendre en compte cette question sociale de l'accès aux services essentiels des populations les plus pauvres. Cela demande souvent beaucoup d'innovations pour satisfaire les objectifs ainsi fixés par les autorités publiques.



Laurent Chabert d'Hières, Directeur Général de l'ONG Eau Vive a quant à lui opposé deux approches. La première consiste à mettre les mesures d'accompagnement au service des questions économiques suivant le principe « l'eau finance l'eau ». La seconde approche, prônée par Eau Vive, a pour principe fondamental que ceux qui ne sont pas en capacité de payer l'eau ne doivent pas être exclus du service. « L'approche pro-pauvre » permet, en recourant à différents mécanismes tels que la péréquation dans la tarification, le recours aux recettes fiscales ou même, comme en Mauritanie, la mobilisation des recettes de la téléphonie mobile, pour atteindre l'équilibre économique des services essentiels sans pour autant exclure les plus pauvres. Selon M. Chabert d'Hières, l'objectif intrinsèque d'un projet de développement des services essentiels doit être avant tout le développement « sociétal » de la communauté concernée, c'est-à-dire la mutation des pouvoirs en place, avec un passage de l'autorité traditionnelle à la maîtrise d'ouvrage, l'apprentissage des outils méthodologiques, la progression du rapport entre la société civile et les autorités, etc.

Les échanges avec la salle ont permis d'établir le constat que les différentes conceptions des enjeux et des objectifs des mesures d'accompagnement des acteurs (bailleurs, ONG et groupes privés) tendent aujourd'hui à se rapprocher. L'idée est désormais communément portée – quoique de manière différente – que l'équilibre économique du secteur de l'eau doit être trouvé mais qu'il n'implique pas forcément le principe « l'eau finance l'eau ». Des mécanismes de solidarité intra sectorielle ou intersectorielle sont développés afin de mettre en place des solutions pro-pauvres. Par ailleurs la nécessaire implication de l'ensemble des acteurs ainsi que l'importance prépondérante de l'implication des autorités locales sont des principes de base des interventions des trois types d'acteurs du développement.

ANNEXE 2

Séquence brainstorming: "Les grands travaux de Projection 2010-2011"

Introduction

Projection en 2010, c'est 150 membres, 5 parrains et une dizaine d'organisations partenaires. De ces profils, ces métiers, ces rencontres, ces échanges, ces idées, sont nés des projets d'une grande richesse et variété.

1- Groupe EAU



Animation : Solenne de Gromard

Les échanges se sont structurés autour des 3 espaces prévus par Défis Sud : l'espace Débats, l'espace Forum et l'espace Evènement parallèles.

Espace Débats

- Tour de table sur les thèmes envisageables :
 - Le droit à l'eau
 - Le financement du secteur des services essentiels
 - Le rôle des différents acteurs : les distorsions, les concurrences entre eux, ...
 - La corruption et les outils pour l'éviter/l'éradiquer
 - Défis Nord ?
- Problèmes soulevés / remarques :
 1. Comment s'assurer de la capacité/volonté des intervenants à aller au delà du consensuel et du politiquement correct ?
Proposition :
Avoir des modérateurs "neutres" mais qui connaissent bien leurs sujets pour aiguiller les débats : des journalistes ?
 2. Comment créer du débat et éviter le schéma "sachant face à une audience muette" ?
Proposition :
Configuration possible d'un débat : une courte plénière pour poser les enjeux puis des débats par petits groupes thématiques, avec, en animation de chaque groupe, un duo composé d'un jeune pro et d'un senior

Espace Forum

- Problèmes soulevés / remarques :
 1. Des réserves ont été émises concernant la capacité à assurer un accueil personnalisé
 2. Comment faire pour que les contacts entre les structures ayant un stand et les intéressés soient fructueux et pertinents pour tout le monde ?

Propositions :

- Importance d'un travail en amont pour connaître les attentes aussi bien des participants que des institutions représentées. Cette identification des besoins/attentes peut se faire par internet, à travers par un exemple un questionnaire sur le site de Projection.
- Les institutions pourraient avoir un créneau précis pour recevoir individuellement des personnes (candidats ou autres) préselectionnées par Projection en fonction des demandes et des attentes.
- Pour guider les participants, possibilité de proposer une sorte de jeu de l'oie qui servirait de fil rouge à la "visite" des différents stands et familles d'acteurs.

Espace Evènements parallèles

• Propositions :

- Des jeux de rôle, sur une négo d'un PPP par exemple : outil ludique, qui demande une participation active, et très pédagogique.
- Un bêtisier qui pourrait contenir les expériences ratées et tout ce qu'il faut faire pour rater un projet/un partenariat/...
- Des saynètes (jouées par des acteurs professionnels, sinon ça vire facilement au ridicule ennuyeux) sur des points un peu sensibles liées aux services essentiels (eau gratuite, public/privé, rôle des ONG, arrogance des grands groupes, etc.) : cela permet de dédramatiser certains thèmes délicats pour pouvoir en débattre plus facilement ensuite, c'est drôle quand c'est bien fait et très instructif.

2- Groupe DECHETS



Animation : Alicia Tsitsikalis

Partie I : spécificités métiers de la gestion des déchets /enjeux de "séduire" sur cette thématique peu attractive et peu lisible à priori :

- compétences pluridisciplinaires et notamment importance forte de la dimension socio-anthropo-culturelle : impossible ou en tout cas pas pertinent d'avoir une approche technicienne/techniciste sur le sujet. Il faut parler des perceptions, des pratiques et faire ressortir la complexité du sujet pour "séduire" les étudiants, voire de la diversité des métiers possibles ... pour illustrer ça durant le forum, il peut être possible :

- d'organiser des tables rondes avec des chercheurs et des praticiens de plusieurs disciplines qui parleraient d'une même expérience
- de présenter par exemple sur des grands panneaux à l'entrée des parcours individuels de JP (avec photos pour personnaliser) aux profils variés et parcours diversifiés qui ont "atterri" sur la thématique déchets

Partie II Communication en amont :

- bien faire attention à la communication en amont et visibilité dans les facs un peu spécialisées déchets mais aussi et surtout ailleurs, en particulier inclure les facs d'urbanistes/géographes/architectes - enjeu d'aménagement du territoire souvent négligé
- avoir des relais personnifiés (étudiants OK pour distribuer invitation et en parler autour de lui) plutôt que placarder affiches seulement

Partie III Forum

- ID de mettre à l'entrée des panneaux pour casser les Id reçues/préjugés sur la question, type "vous pensez que c'est ça..."
- créer un parcours personnalisé sexy permettant de rencontrer acteurs déchets (mairies, penser à inviter syndicats de déchets, entreprises de recyclage, Q sur croissance verte/dvpt durable,...)
- permettre par des codes couleurs d'identifier facilement les acteurs (par exemple sur les badges des exposants)

3- Groupe ASSAINISSEMENT



Animation : Laetitia Martinet

Les échanges se sont structurés autour des 3 espaces prévus par Défis Sud : l'espace Débats, l'espace Forum et l'espace Evènement parallèles.

Espace stands

>> Des stands organisés par pôles d'acteurs (1 stand/ pôle avec plusieurs JP qui pourraient se relayer)

>> Programme de cafés à des heures prédéterminées (chaque pôle aurait plusieurs points café de prévus au cours du forum).

Au cours de ces points café présentation d'1 des JP du pôle : « 10minutes pour présenter ton métier/projet » et/ou « 10minutes pour présenter 1 mauvaise expérience ».

En parallèle, projection en continu de mini films de 40secondes (format appareil numérique) faits par des JP du pôle concernés (même ceux qui ne peuvent pas participer à l'évènement) pour présenter son métier en quelques mots (idée : 3 mots pour décrire ton métier)

Espace débat

Débats organisés par secteurs : Eau/ Assainissement et déchets.

Les thèmes des débats sont à choisir par le réseau via le site Internet.

+ Un débat sur les motivations et les difficultés à travailler dans le développement de ces secteurs dans les pays du sud.

Espace évènements parallèles

Speed Networking « fléchés » réunissant des JP de différents métiers ;
Présentation d'une mise en scène d'un projet type avec chaque JP qui joue son propre rôle au moment où il intervient dans le projet.

Alternative 1 : présenter un projet qui ne marche pas avec les différents points de blocages

>> Ces deux activités sont destinées avant tout aux étudiants pour susciter des vocations.

Alternative 2 : avec des jeux de rôle pour permettre aux JP de se glisser dans la peau des autres familles de métiers.

>> Activité destinée aux JP

Un questionnaire avec des interrogations percutantes et impertinentes du type de ce qui avait été fait à Niamey.

Séance de réponse débat en fin de forum.

En amont

Pour attirer étudiants qui n'ont pas nécessairement l'idée de se tourner vers ces secteurs : information en amont sur Défi Sud dans les écoles et les universités. Idée : réaliser flyer d'info avec questionnaire pour accrocher !

ANNEXE 3

Séquence « Info ou intox ? »

Animateur : Denis Desille (ps-EAU)

Intervenants : M. Maurice Bernard, Responsable de la Division Eau et Assainissement de l'AFD et M. Gerard Bertolini, économiste, directeur de recherches au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et spécialiste en rudologie (science des déchets).

Introduction : Le principe

Dans nos métiers, de nombreuses questions éthiques, techniques, sociologiques, économiques, etc. se posent.

Deux experts qui n'ont pas la langue dans leur poche ont accepté de donner leurs avis sur certains sujets du genre « L'aide au développement maintient les pays du Sud dans une situation de pauvreté »...info ou intox ?



1. « L'exportation des déchets des pays du Nord vers le Sud est une formidable aide au développement pour les pays du Sud. »

Le public : Intox

M. Bernard : Info sauf pour les déchets ultimes et dangereux.

En effet, la communauté internationale ne pas accepter les situations comme celle que nous avons vue à Abidjan qui est devenu un véritable dépotoir.

G. Bertolini : Info/intox

La convention de Bâle (1989) sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination a été conçue justement afin de réduire la circulation des déchets dangereux entre les pays. Il s'agissait plus particulièrement d'éviter le transfert de déchets dangereux des pays développés vers les Pays en développement (PED). Mais la définition de « déchets » (« substance à éliminer ») reste suffisamment floue pour que cette première version de la Convention ne puisse empêcher certains de se débarrasser de leurs déchets dangereux, au nom du recyclage (les pays du Sud étant alors présentés comme des sites de recyclage).

En 1994, il a donc été proposé un amendement à la Convention de Bâle afin d'interdire tous déchets dangereux, pour leur élimination comme pour leur valorisation.

Cependant ces échanges étaient vus comme positifs par certains pays. Ainsi l'Inde a hésité à signer cet amendement car le démantèlement naval représentait une source de revenu pour le pays. Face aux dénonciations des conditions de travail des ouvriers travaillant sur ces chantiers (développement de nombreux cancers provoqués par l'amiante, risque de chute mortelle, etc.), l'Inde a pris des mesures pour une amélioration de ces conditions. Mais sur le plan global la situation n'est pas satisfaisante.

La filière courte (traitement du déchet au plus près de son lieu de production) est donc une meilleure solution. De toutes façons, si l'on envoie nos déchets dans les pays du Sud, nous serons victimes de l'effet boomerang : ces déchets reviendront transformés dans nos pays comme c'est le cas actuellement de certains produits que l'on envoie en Chine (plastiques, etc.).



2. « Les forums et séminaires, qu'ils soient internationaux ou nationaux, sont de la poudre aux yeux : ça coûte de l'argent, toujours les mêmes personnes, des consensus peu engageants, un faible impact sur le secteur. »

Le public : Info

M. Bernard : Info pour les rencontres internationales mais **intox** pour les séminaires locaux.

Il ne se décide pas grand chose lors de ces grands Forum internationaux. Par contre une rencontre nationale sur une politique sectorielle a vraiment son utilité.

G. Bertolini : Info sauf pour ceux qui sont bien montés !

3. « L'aide publique au développement et la solidarité internationale permettent de limiter de manière très localisée la pénurie des services essentiels dans les PED, sans apporter de véritables solutions. Il s'agit d'une pommade rapide et légère, les plaies à panser sont gigantesques. »

Le public : Intox

M. Bernard : Info/Intox

Tout dépend de quoi nous parlons. Une ONG qui intervient à l'échelle d'un village aura peut être un impact ponctuel et ne touchera que les bénéficiaires directs de son projet. L'Aide Publique au Développement quant à elle peut avoir un effet levier sur les politiques nationales. C'est pourquoi l'ADP seule ne sera pas suffisante : il faut

encore qu'il y ait une réelle volonté politique de développement. Finalement, l'ADP est une sorte de semence qui ne prendra que si le pays où elle intervient est fertile. Pour les pays qui ne sont pas dans cette dynamique, soit notre action devra contribuer à faire évoluer les pratiques (gouvernance, transparence, etc.) soit elle permettra tout au moins à soulager la population lorsque la puissance publique n'est pas présente. Mais là encore il ne faut pas confondre ADP et aide d'urgence.

G. Bertolini : Info

Ces interventions ont souvent une efficacité limitée. J'étais allé au Rwanda pour la mise en place d'un programme d'aide et je me rappelle de ce que m'a dit l'un de mes interlocuteurs d'alors : « Vous aussi vous êtes venus enterrer votre argent » ! Je trouve cela très significatif de la façon dont est perçue notre action.

4. « Les petits entrepreneurs locaux et le secteur informel sont indispensables pour relever le défi des services essentiels. »

Le public : Info

M. Bernard : Intox

C'est très tendance de le croire mais cela nous empêche de voir que c'est avant tout un signe de défaillance du service public. C'est finalement par pragmatisme si la population a fait appel à ces petits opérateurs et non parce qu'ils sont indispensables. Prenons le cas du Sénégal où il y a eu un engagement fort des politiques pour mettre en place le service de l'eau. Dans ce pays, les populations ne font pas appel à des opérateurs privés informels. Elles n'en ont pas besoin. Bien évidemment, il est important de s'appuyer sur ce type d'acteurs pour assurer le service avant que ne s'en charge la puissance publique.

G. Bertolini : Info

Ce sont des acteurs qui ont un rôle très important pour faire face à la défaillance de la puissance publique. De plus, ils sont un bon moyen de responsabiliser la population : en contact direct avec les petits opérateurs, la population est en quelques sortes le garant de la qualité du service apporté. Enfin, ce sont des emplois locaux, bien enracinés dans les pratiques et souvent plus adaptés qu'un système à l'occidental.

Réaction dans le public

Finalement votre réponse sur la défaillance du service public se base sur ce qui s'est passé en France où les fontainiers ont en effet disparu petit à petit pour faire place au service public. Mais il faut bien se rendre compte que dans des pays comme l'Inde, le secteur informel représente plus de 90% des services essentiels. Les petits opérateurs ont développé une expertise, un savoir-faire. Peut-être que nous avons à apprendre de ce modèle. D'ailleurs, en France on revoit apparaître ces petits opérateurs dans le secteur des déchets notamment (pour le compostage, la valorisation de certaines matières).



Réponse de M. Bernard

Je ne dis pas qu'il ne faut pas s'appuyer sur ces petits opérateurs mais encore faut-il regarder leur niveau de professionnalisation et se poser la question de leur valeur ajoutée. Dans certains pays d'Amérique latine, il a en effet été choisi d'externaliser à ces acteurs une partie du service de gestion des déchets. Mais il faut faire attention à ce nouveau dada. Dans le domaine de l'eau potable, il en va de la santé publique et il est de la responsabilité des élus et de la puissance publique de pourvoir un service de qualité.

- 5. « Améliorer l'accès aux services essentiels dans les zones démunies, c'est encourager les populations pauvres qui y résident à quitter les lieux et laisser la place à des plus nantis »**

Le public : Intox

M. Bernard : Intox/info

Cela pose la question du foncier.

G. Bertolini : Info

Il faut en effet se poser la question des réelles motivations qui animent ces politiques. Souvent au nom de l'amélioration du service public, certaines opérations de rénovations urbaines ont des allures de ghettoïsation. C'est exactement ce qu'il s'est passé en France durant la période Haussmannienne où la politique d'hygiène publique a conduit les populations pauvres à quitter le centre ville pour aller vivre dans ce qui est devenu la « banlieue rouge ».

Réactions du public

Les politiques qui visent une amélioration du service ont un effet positif sur les populations les plus pauvres. En améliorant l'accès à l'eau, on libère du temps pour ces populations qui peuvent se dédier à des activités qui leur permettront peut-être d'améliorer leur condition de vie (accès à l'éducation, activités sources de revenus, etc).

Mais en effet, il faut poser la question du foncier. L'augmentation du prix du terrain aura un impact pour les populations qui n'ont pas de titre de propriété.

Les bidonvilles sont le plus souvent sur des terrains inaccessibles, inconstructibles. L'amélioration de l'accès à l'eau n'en fera pas pour autant un terrain attirant pour les populations plus aisées. Par contre elles consolident et formalisent le bidonville.

- 6. « Les politiques de développement orientées vers les pauvres sont un mythe. Les services de bases restant pour la plupart payants, ils ne profitent réellement qu'aux nantis. »**

G. Bertolini : Info

Je n'ai pas d'exemple de politiques pro-pauvres ayant vraiment bénéficié aux populations les plus démunies. Les politiques du développement dans les années 90 ont privilégié une tendance à la privatisation des services, ce qui n'a pas forcément favorisé les plus pauvres.

M. Bernard : Intox

On peut citer l'exemple des politiques d'éducation prônant la gratuité de l'accès à l'école. Mais il est vrai qu'il est difficile de mesurer le réel impact de ces politiques.

Réaction du public

Le problème pour ces politiques est d'arriver à bien cibler les plus pauvres. Par exemple, le mécanisme de tarification sociale (système volumétrique) est souvent proposé pour permettre aux populations les plus pauvres de payer leur consommation d'eau à un tarif plus avantageux. Mais, on constate que ces familles, plus nombreuses dans une même concession, ont une consommation plus importante qui les fait sortir de la tranche sociale. Elles ne bénéficient donc pas de ce tarif alors que des ménages plus aisés mais moins consommateurs d'eau en bénéficieront.

Quant à l'école gratuite, peut-on considérer qu'elle avantage les populations les plus pauvres ? Ce n'est pas sûr : dans les pays qui le proposent, on constate qu'il manque de personnel et de moyens pour proposer un enseignement de qualité. Les populations les plus pauvres iront donc à l'école, mais dans de mauvaises conditions tandis que les populations les plus riches mettront leurs enfants dans des écoles privées.

Réponse de M. Bernard

Il est certain que dans le processus de développement d'un pays, les populations les plus pauvres sont les dernières à en bénéficier. Mais cela veut-il dire qu'il ne faut rien faire ? Il faut choisir entre le pragmatisme et la perfection. Ces politiques ne profitent peut-être pas directement aux populations concernées mais elles ont au moins le mérite d'exister !



7. « La Chine ne fait que du business en Afrique, pas de développement. »

Le public : Info/Intox

M. Bernard : Intox

Certes elle ne fait que du business mais celui-ci est facteur de développement. Avant, il était courant de voir des chantiers avec que des travailleurs chinois. Cela ne profiter pas à l'économie locale. Mais aujourd'hui, cela commence à changer.

G. Bertolini : Intox

La diaspora chinoise s'est assez bien implantée dans les pays d'accueil, en Asie notamment.

Réactions du public

Contrairement à la France, la Chine n'a pas un passé colonial dont elle essaye de se repentir. Les rapports qu'elle a avec les pays d'Afrique sont donc plus simples. De plus le business est en effet source de développement. C'est pourquoi certains préconisent une politique de développement pour les pays du Sud, basée sur le principe suivant : « trade but not aid ».

- 8. « Les collectivités locales au Sud, acteurs centraux des politiques de développement, ne disposent pas de guichets de financements auprès des bailleurs de fonds. »**

Le public : Intox

G. Bertolini : Info/Intox

Les collectivités du Sud n'ont peut être pas en effet accès aux financements des Etats directement. Cependant, elles ont la possibilité d'échanger avec des collectivités du Nord qui peuvent les appuyer.

M. Bernard : Intox

C'est très français comme réflexion. Le réel problème est en fait celui du manque de transfert du budget national vers ces collectivités locales et celui de la fiscalité locale. De plus, aujourd'hui l'AFD prête aux grandes collectivités locales.

- 9. « Les partenaires au développement, bi et multi latéraux, sont avant tout soucieux de valoriser leurs approches, méthodes et conceptions du développement, plutôt que d'encourager les politiques locales et nationales. »**

Le public : Info/Intox

M. Bernard : Intox

Au contraire, la philosophie d'intervention de l'AFD est de dire que notre approche sera d'autant plus appropriée qu'elle est issue des politiques locales. Après il est vrai que dans la mise en œuvre, nous sommes souvent confrontés au risque de substitution et de vouloir faire « à la place de ».

G. Bertolini : Info

Le FMI et les autres institutions internationales conditionnent leurs aides et de cette façon imposent un certain mode de pensée. Malheureusement, ces conditions sont souvent très loin de la réalité du terrain. Pour mieux connaître les pays et les acteurs locaux, il faut prendre du temps, construire une relation partenariale.

Réactions du public

D'un autre côté il est normal de vouloir valoriser son approche. C'est aussi une façon de justifier son intervention et de montrer ses motivations d'agir.

C'est un vrai problème pour les ONG qui souhaitent mettre en œuvre des projets de développement : à chaque partenaire financier il faut s'adapter à de nouvelles exigences.



10. « Le renforcement de capacités : on en parle dans les séminaires, on l'oublie sur le terrain »

Le public : Info (une petite majorité)

M. Bernard : Info

Le renforcement de capacité, c'est ce qu'il y a de plus dur et donc il n'est pas surprenant de ne pas y arriver. C'est un aspect qui est souvent sous estimé : être formateur demande un savoir-faire et l'on ne peut pas demander à n'importe quel professionnel, aussi bon soit-il dans son domaine, de former d'autres professionnels. L'intérêt du renforcement des capacités a bien été pris en compte mais dans les faits il est difficile de le mettre en œuvre.

G. Bertolini

Dans le domaine des déchets, il y a un besoin de structurer les petits acteurs du secteur (les charretiers, etc.) pour en faire des acteurs à part entière qui auront une réelle plus value par rapport à des opérateurs étrangers.

Réactions du public

Le renforcement des capacités est un fourre-tout : chaque ONG a sa méthode, sa définition. Je serais plutôt d'avis de parler d'un partage de compétences plus que d'un renforcement de compétences.

11. « Les mécanismes de tarification sociale sont une réponse efficace pour faciliter l'accès des plus démunis aux services essentiels. »

Le public : Info (une petite majorité)

G. Bertolini : Intox

On l'a dit, les mécanismes de tarification sociale basés sur le volume consommé ne sont pas toujours une solution pour les plus démunis. De plus, il y a un manque de clarté dans les systèmes de tarification : il est difficile pour les populations de voir le lien entre le tarif et la qualité du service rendu.

En France, nous avons en quelques sortes un système de tarification sociale avec la taxe d'enlèvement qui est fixé en fonction des ressources des ménages. Nous passons petit à petit à un système de tarification plus incitatif basé sur le volume de déchets produits. Ce passage signifie un coût pour les ménages les plus démunis.

M. Bernard : Info

Ces mécanismes sont certes imparfaits mais nous n'avons pas trouvé d'autres solutions. Certains pays essayent : le Chili par exemple a opté pour un système de subvention des ménages les plus démunis pour leur faciliter l'accès.

Réaction du public :

Il existe d'autres approches de tarification qui se fondent non plus sur le volume mais sur le revenu moyen d'un quartier. C'est le cas de Bogota. D'un autre côté, le système de tarification basée sur le volume a un impact positif : il permet de réduire le volume d'eau consommé ou de réduire la production de déchets.

12. La gratuité des services, une utopie ?

Le public : Info

M. Bernard : Intox

La gratuité pour le consommateur, c'est tout à fait possible. Mais il faut alors trouver d'autres solutions de financement pour couvrir les coûts du service (taxe sur le contribuable ou sur d'autres services, etc). Reste à savoir si c'est une solution souhaitable.

G. Bertolini : Intox

Dans le cas de l'eau, des déchets, la gratuité amène à des problèmes de gaspillage. La tarification peut être alors un système régulateur. Par contre, la gratuité des transports en commun, c'est tout à fait possible à envisager. Personne ne gaspillera les transports !

13. « Le recrutement des jeunes professionnels est difficile : les employeurs privilégient d'abord des locaux ou des personnes expérimentées. »

Le public : Info

M. Bernard : Info

C'est vrai et c'est normal : comme dans n'importe quel domaine, pour pouvoir travailler dans le développement il faut avoir autres choses à donner que son simple potentiel. Il existe certains mécanismes comme le Volontariat (VIE, VSI), etc.) qui donnent une chance aux jeunes professionnels mais cela reste marginal. C'est d'autant plus vrai dans le cas des bureaux d'étude. Il faut d'abord se faire une expérience avant de pouvoir partir sur les missions.

G. Bertolini :

Il est vrai que les missions sont une forme de pré retraite ! Mais cela change et il est courant désormais d'allier des juniors à des personnes plus expérimentées.



14. « Les bailleurs de fonds et les ONG sont les premiers promoteurs de la fuite des cerveaux en leur sein, plutôt que de favoriser l’ancrage de compétences au sein des institutions locales. »

Le public : Info

M. Bernard : Intox

Il faut bien voir que les bailleurs et les ONG représentent qu’une très faible part des employeurs dans les pays du Sud. Mais en effet, les organismes publics rencontrent des difficultés pour garder leurs compétences en interne.

G. Bertolini : Intox

Je connais beaucoup de personnes qui après quelques années d’expérience dans des organismes internationaux, reviennent dans leur pays d’origine pour développer leurs activités et participer au développement de leur pays. Je préfère donc être optimiste à ce sujet.